

OBJET **Délégations du Conseil municipal au Maire**
Article L. 2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

Par Délibération n° 14/2-1 en séance du 12 avril 2014 modifiée par Délibération n° 17/2-18 du 29 mai 2017 et complétée par Délibération n° 18/1-36 du 23 février 2018, vous m'avez délégué l'exercice des attributions énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des Collectivités territoriales. En mon absence, cette délégation incombe au 1er Adjoint et, en cas d'absence simultanée de ce dernier et de moi-même, à la 2ème Adjointe.

Aujourd'hui, il vous appartient de compléter et/ ou modifier les points suivants, à la fin de prendre en compte l'actualisation de ce texte du CGCT (article L. 2122-22 modifié par la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- 1° d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipal, et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° de fixer, dans la limite de 10 000,00 euros, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
- 7° de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 16° d'intenter, au nom de la Commune, toutes les actions en justice nécessaires à la défense de ses intérêts au titre de la gestion des affaires municipales, à la défense des élus dans les cas prévus par le Code général des Collectivités territoriales, ainsi qu'à la défense des agents, tant en référé qu'au fond, devant toutes juridictions (administrative et/ ou judiciaire, quel que soit le degré), précédée, le cas échéant, d'un dépôt de plainte avec/ ou non constitution de partie civile ;

de défendre la Commune, les élus et agents (dans les cas autorisés) dans toutes les actions intentées contre eux, tant en excès de pouvoir qu'en responsabilité, devant toutes juridictions ;

et de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000,00 euros ;
- 21° d'exercer au nom de la Commune ou déléguer le droit de préemption défini à l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- 22° d'exercer au nom de la Commune ou déléguer le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'Urbanisme ;
- 26° de demander à tout organisme financeur, dans leurs domaines de compétences respectifs et sans limitation de montant, l'attribution de subventions ;

29° d'ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du Code de l'Environnement.

Pour ce qui concerne les 21° et 22°, je vous rappelle que les droits de préemption et de priorité ont été délégués à l'Établissement public foncier de la Réunion (EPFR) sur le périmètre du Projet de Rénovation urbaine Nord-Est Littoral (PRUNEL) par Délibérations n° 17/2-18 et n° 17/2-19 du 29 mai 2017, la rédaction d'origine des 21° et 22° n'incluant pas la possibilité de déléguer ces droits.

Les autres dispositions des Délibérations précitées portant délégation de l'exercice des attributions énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des Collectivités territoriales, non concernées par la présente actualisation, demeurent inchangées.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191037b-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

OBJET **Délégations du Conseil municipal au Maire**
Article L. 2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Délibération n° 14/2-1 en séance du 12 avril 2014 modifiée par Délibération n° 17/2-18 du 29 mai 2017 et complétée par Délibération n° 18/1-36 du 23 février 2018 portant délégations du Conseil municipal au Maire en application de l'article L. 2122-22 du CGCT ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter et/ ou modifier des attributions déléguées par le Conseil municipal au Maire par Délibérations susvisées ;

Vu le RAPPORT N°19/1-037 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur LOWINSKY Jacques - 1er adjoint au nom de la commission « Affaire Générale / Entreprise Municipale » ;

Sur l'avis favorable de ladite commission ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

10 abstentions

*HO-SHING Cynthia, JEAN-PIERRE Philippe (par procuration), LATRA Sylvie, MOREL Jean-Jacques,
TÉCHER Régis, HUBERT Richenel, DOKI-THONON Lisianna, HOARAU Serge (par procuration),
LAGOURGUE Michel (par procuration), FOURNEL Dominique (par procuration)*

ARTICLE 1

Complète et/ ou modifie les 1°, 2°, 7°, 16°, 21°, 22°, 26° et 29° des attributions déléguées au Maire en application de l'article L. 2122-22 du Code général des Collectivités territoriales (modifié par la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018), comme suit :

- 1° d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipal, et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° de fixer, dans la limite de 10 000,00 euros, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

- 7° de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 16° d'intenter, au nom de la Commune, toutes les actions en justice nécessaires à la défense de ses intérêts au titre de la gestion des affaires municipales, à la défense des élus dans les cas prévus par le Code général des Collectivités territoriales, ainsi qu'à la défense des agents, tant en référé qu'au fond, devant toutes juridictions (administrative et/ ou judiciaire, quel que soit le degré), précédée, le cas échéant, d'un dépôt de plainte avec/ ou non constitution de partie civile ;
- de défendre la Commune, les élus et agents (dans les cas autorisés) dans toutes les actions intentées contre eux, tant en excès de pouvoir qu'en responsabilité, devant toutes juridictions ;
- et de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000,00 euros ;
- 21° d'exercer au nom de la Commune ou déléguer le droit de préemption défini à l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- 22° d'exercer au nom de la Commune ou déléguer le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'Urbanisme ;
- 26° de demander à tout organisme financeur, dans leurs domaines de compétences respectifs et sans limitation de montant, l'attribution de subventions ;
- 29° d'ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2

Les autres dispositions des Délibérations susvisées demeurent inchangées.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190222-191037b-DE
Date de télétransmission : 05/03/2019
Date de réception préfecture : 05/03/2019

Signé électroniquement par :
Le Maire
04/03/2019



Gilbert ANNETTE

Chemin :

Code général des collectivités territoriales

- ▶ Partie législative
 - ▶ DEUXIÈME PARTIE : LA COMMUNE
 - ▶ LIVRE Ier : ORGANISATION DE LA COMMUNE
 - ▶ TITRE II : ORGANES DE LA COMMUNE
 - ▶ CHAPITRE II : Le maire et les adjoints
 - ▶ Section 3 : Attributions
 - ▶ Sous-section 2 : Attributions exercées au nom de la commune.

Article L2122-22

- ▶ Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 6
- ▶ Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 9

Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le premier alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- 25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
- 26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;
- 27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- 28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
- 29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Liens relatifs à cet article

Cite:

Loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 - art. 10
 LOI n° 2014-1655 du 29 décembre 2014
 Code général des collectivités territoriales - art. L2221-5-1
 Code rural - art. L151-37
 Code de l'urbanisme - art. L211-2 (V)
 Code de l'urbanisme - art. L213-3
 Code de l'urbanisme - art. L214-1
 Code de l'urbanisme - art. L214-1-1
 Code de l'urbanisme - art. L240-1 (V)
 Code de l'urbanisme - art. L311-4 (V)
 Code de l'urbanisme - art. L324-1
 Code de l'urbanisme - art. L332-11-2
 Code du patrimoine - art. L523-5

Cité par:

LOI n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 - art. 30 (VD)
 Décret n°2008-171 du 22 février 2008 (Ab)
 Décret n°2008-171 du 22 février 2008 - art. 1 (Ab)
 LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 100
 Ordonnance n°2009-1401 du 17 novembre 2009, v. init.
 LOI n°2011-94 du 25 janvier 2011 - art. 32, v. init.
 Circulaire du 14 février 2012 - art., v. init.
 Circulaire du 14 février 2012 - art., v. init.
 LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 134 (V)
 Code du patrimoine - art. L523-4 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L1618-2 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2122-21-1 (M)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2122-23 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2131-2 (VD)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2132-1 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2511-22 (VD)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2564-6 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2572-3 (T)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2572-5 (V)
 Code général des collectivités territoriales - art. L2573-6 (VD)

Anciens textes:

CODE DES COMMUNES. - art. L122-20 (M)
 CODE DES COMMUNES. - art. L122-20 (Ab)

Accusé de réception en préfecture
 974-219740115-20190222-191037b-DE
 Date de télétransmission : 05/03/2019
 Date de réception préfecture : 05/03/2019

Signé électroniquement par :
 Le Maire
 04/03/2019



Gilbert ANNETTE